

Etats Généraux de l'Alimentation

Les organisations de la société civile interpellent le président de la République sur les conditions et enjeux des débats

Paris-le 19/07/17 : À la veille de l'ouverture des États Généraux de l'Alimentation, 39 organisations de la société civile saluent l'initiative d'Emmanuel Macron d'ouvrir le débat sur les questions de l'alimentation et de l'agriculture. Elles rappellent néanmoins que certaines priorités essentielles manquent pour l'instant à l'appel afin d'assurer le succès de cette initiative. Le président de la République doit les prendre en compte et les annoncer dès le lancement des États Généraux ce jeudi 20 juillet.

Engager une phase de négociations politiques

Tout d'abord, il faut clarifier la finalité de ces États Généraux. Au-delà des deux phases d'ateliers thématiques, il convient de prévoir et d'annoncer dès le lancement la tenue d'une phase 3 de négociations politiques. Cette phase permettra d'arbitrer sur les sujets transversaux et les dissensus issus des différents ateliers. Cette troisième phase doit également viser à donner une cohérence aux politiques publiques aussi bien entre politiques sectorielles qu'entre les différentes échelles (nationale – européenne – internationale). Nous ne pouvons en effet pas réorienter la politique alimentaire en France sans prendre en compte ses impacts sur les autres pays (du sud en particulier) et sans une refondation de la Politique agricole commune.

Intégrer des enjeux cruciaux, absents des débats

De plus, certains sujets sont pour l'instant absents des ateliers. Il est urgent d'y intégrer :

- La santé environnementale. Le lien entre alimentation et santé n'est plus à démontrer. La question de la santé des travailleurs agricoles, des riverains et des consommateurs finaux ne doit plus être un sujet tabou.
- L'adaptation aux changements climatiques, phénomène majeur auquel fait déjà face la profession agricole, et qui devrait être un enjeu structurant de ces États Généraux s'il s'agit bien de préparer l'avenir.
- La fiscalité agricole et les droits sociaux des paysans. La politique fiscale oriente fortement le mode de développement des fermes. De plus, le droit au revenu paysan est une priorité.
- La préservation et la répartition équilibrée du foncier qui est pourtant une thématique incontournable, étant à la base du processus de production agricole et garantissant le renouvellement des générations.
- La préservation de l'environnement marin, de ses ressources halieutiques et le développement d'une pêche durable.
- La démocratie agricole et alimentaire. L'ouverture des décisions agricoles, alimentaires et territoriales aux citoyens et à la société civile organisée permettra de jeter les bases d'un modèle agricole réellement soutenu par la société.

Assurer la mobilisation citoyenne

Enfin, nos organisations rappellent que la consultation publique, organisée dans le cadre des États Généraux de l'Alimentation, doit permettre une participation large du public. Or, pour l'instant, ces consultations sont prévues en plein été et à la rentrée, un phasage qui rend difficile leur organisation et la participation du grand public. En particulier, les objectifs et le traitement de cette consultation, encore inconnus, devraient être précisés demain.

L'ensemble de ces éléments doit être pris en compte dans les derniers arbitrages concernant l'organisation des États Généraux de l'alimentation afin de garantir leur ambition, leur succès et la mobilisation des citoyens.

Organisations signataires

ActionAid France, Action contre la faim, Agir pour l'Environnement, Association française des diététiciens et des nutritionnistes, Amis de la Terre, ATTAC, BLOOM, CCFD Terre solidaire, CIWF France, Club Experts Nutrition et Alimentation, Coordination SUD, Crid, FADEAR – Réseau de l'agriculture paysanne, Fermes d'avenir, Filière paysanne, Fédération artisans du monde, Fédération des Associations pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural, Foodwatch France, FNAB, France Nature Environnement, Fondation pour la Nature et l'Homme, Générations Futures, Greenpeace France, Miramap, Mouvement de l'agriculture bio-dynamique, Plateforme de la Petite Pêche Artisanale Française, Plate-forme pour le commerce équitable, Oxfam France, Réseau Action climat, Réseau CIVAM, Réseau Cocagne, Réseau environnement santé, SOL alternatives agroécologiques et solidaires, Terre de Liens, Terre et Humanisme, TFT France, Union nationale de l'apiculture française, WECF France, WWF France

Contacts presse :

Greenpeace : Cécile Cailliez, 06 13 07 04 29

Réseau Action Climat : Cyrielle Denhartigh, 06 10 81 59 59

CCFD-Terre Solidaire : Sophie Rebours, 01 44 82 80 64 / 07 61 37 38 65

WWF Marielle Chaumien 06 15 39 24 95

France Nature Environnement, Camille DORIOZ; 01 44 08 64 14

Agir Pour l'Environnement : Mathias Chaplain, 06 82 33 81 26

CIWF France : Claire Hincelin. 06 26 07 55 43